

Un retour aux sources pour Stéphane Vachon

Nouveau directeur de Saint-Joseph



par **Florence Bolduc**

[Voir tous les articles de Florence Bolduc](#)

Article mis en ligne le 5 septembre 2007 à 6:50

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'École élémentaire catholique Saint-Joseph d'Orléans compte un nouveau directeur depuis le 20 août dernier. Directeur des services pour l'enfance en difficulté au Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE) pendant huit ans, Stéphane Vachon affirme faire un retour aux sources avec sa nomination à titre de directeur de Saint-Joseph. «J'avais envie d'un retour aux sources, de reprendre contact avec l'enseignement, la communauté», reconnaît le principal intéressé qui, avant de faire le saut au conseil, a été enseignant à l'élémentaire et au secondaire à Ottawa ainsi que dans la région de Barrie, dans le sud de la province.



Le nouveau directeur de l'École élémentaire catholique Saint-Joseph d'Orléans, Stéphane Vachon. Photo : Étienne Ranger

Déjà le nouveau directeur affirme avoir reçu un accueil chaleureux, et ce, autant du personnel de l'école que de la communauté. «J'ai déjà reçu des appels de parents et ils m'ont donné un bon écho du partenariat que notre école a mis sur pied avec la Ville d'Ottawa.»

En effet, c'est sous le thème *Une école active et en santé* que Saint-Joseph a entrepris l'année scolaire. «Nos élèves vont marcher le Canada des maritimes au Pacifique, annonce fièrement le directeur en spécifiant qu'il s'agissait de l'une des activités mises de l'avant grâce au partenariat avec la Ville d'Ottawa. Un élève par classe portera un podomètre afin de calculer le nom de pas qu'il fait par jour.» En plus d'être un incitatif à la marche, le tout se vaudra aussi une activité de multiplication puisque la classe aura à convertir les pas en kilomètres parcourus.

Un tableau installé à l'entrée de l'école permettra aussi aux élèves de suivre leur progrès sur la carte du Canada.

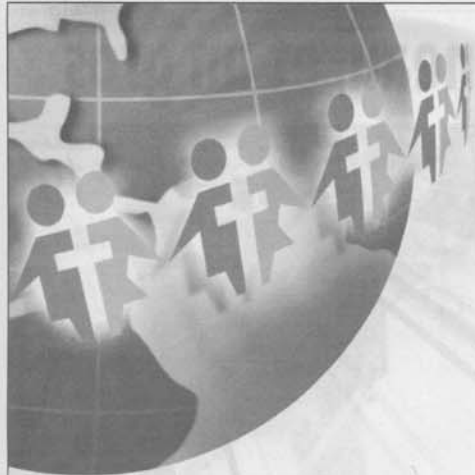
De plus, une infirmière de la Ville d'Ottawa sera présente chaque semaine afin de sensibiliser les élèves à une bonne alimentation ainsi qu'à d'autres sujets connexes à la santé.

Deux autres nouvelles affections

Le CÉCLFCE a également annoncé la nomination de nouvelles directions pour deux autres de ses écoles. Ainsi, Marie-Josée Leclerc a été nommé à la tête de l'École élémentaire catholique l'Étoile-de-l'Est à Orléans et Dany Boisvert, à l'École élémentaire catholique Montfort à Ottawa.

Ceux-ci sont également entrés en fonction le 20 août dernier.

Le Droit 6 sept



UNE RENTRÉE RÉUSSIE POUR LES ÉLÈVES DU CSDCEO!

L'ACCUEIL DES NOUVEAUX MEMBRES DU PERSONNEL ... UN BON PAS VERS LA RÉUSSITE DES ÉLÈVES

Dans le cadre de son *Programme d'accueil et d'intégration des nouveaux employés*, le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO) tenait, pour une deuxième année consécutive, des journées d'information les 21 et 22 août derniers à l'École secondaire catholique de Casselman.

En plus de rencontrer les cadres supérieurs et les directions de services du CSDCEO, les nouveaux employés en ont appris davantage sur le fonctionnement du Conseil, sa mission, son plan stratégique et autres. De plus, dans le cadre du *Programme de mentorat et de coaching* pour les directions et directions adjointes d'école nouvellement nommées, une réunion d'information a eu lieu au bureau central, à L'Original, leur permettant d'en apprendre davantage sur le CSDCEO et de visiter les locaux.

M. Roger Paul, directeur de l'éducation et secrétaire, explique l'importance de ces journées d'information : « Le but premier du *Programme d'accueil et d'intégration des nouveaux employés* et du *Programme de mentorat et de coaching* pour les directions et directions adjointes nouvellement nommées est de permettre que tous les nouveaux employés aient les mêmes principes de base et un objectif commun qui mènent vers la réussite de tous les élèves ».



Les élèves et les membres du personnel de l'École élémentaire catholique Sainte-Trinité de Rockland étaient tout sourire lors de la rentrée scolaire, le 28 août dernier.

La rentrée scolaire pour les élèves des écoles catholiques de langue française du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO) s'est faite le mardi 28 août dernier. C'est avec enthousiasme que les membres du personnel ont accueilli les quelque 12 000 élèves fréquentant les 32 écoles élémentaires et les 7 écoles secondaires catholiques de langue française des comtés de Prescott, Russell, Stormont, Dundas et Glengarry.

« La rentrée scolaire est toujours accompagnée de fébrilité et d'excitation chez les élèves, mais aussi pour nous tous qui œuvrons dans le domaine de l'éducation. Je tiens à souhaiter à tous les élèves et à tous les membres du personnel du CSDCEO, une excellente année scolaire remplie de succès », d'exprimer le directeur de l'éducation et secrétaire, M. Roger Paul.



Les nouveaux membres du personnel du CSDCEO étaient invités à signer une bannière sur laquelle étaient inscrites la Mission du Conseil, ainsi que sa vision, ses croyances et ses valeurs organisationnelles.

Cette page d'information vous est offerte grâce à un partenariat entre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien et le quotidien LeDroit.

LE DROIT, OTTAWA-GATINEAU, JEUDI 6 SEPTEMBRE 2007

Ensemble, nous faisons toute une différence!

Avec près de 12 000 élèves, 800 enseignants et enseignantes dans 39 écoles, le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien est le plus grand réseau d'écoles de langue française dans la région de Stormont, Dundas, Glengarry, Prescott et Russell.



1 800 204-4098

www.csdceo.ca

Prince Edward to visit Ottawa next month

Queen's youngest son to present Duke of Edinburgh's Awards

Ciara Byrne

The Ottawa Citizen

Thursday, September 06, 2007

The Queen's youngest son, Prince Edward, Earl of Wessex, will make a short visit to Ottawa this fall, but the visit is to be all business.

"He really does have a pretty hectic schedule in that time," said Rich Ashbee, national executive director of the Duke of Edinburgh's Award, who said the prince won't be bringing his family on the seven-day whirlwind trip that begins Oct. 9.

The prince will preside over award ceremonies for the Duke of Edinburgh's Award in Montreal, Ottawa and Halifax. He will be presenting more than 250 young Canadians with gold awards for their work in community service, physical recreation and expedition or exploration activities.



CREDIT: Getty Images

Prince Edward, the Earl of Wessex, is to present awards to more than 250 young Canadians in three different cities.

More than 30,000 young Canadians participate in the international program, which celebrates youngsters who partake in the series of voluntary activities, and around six million young people have taken part in the Duke of Edinburgh's Award worldwide. In Canada, the award has been operating since 1963 under the leadership of the governor general.

Prince Edward, once a reward recipient himself and now the international chairman of the award, will also be meeting with young people who are participating in the non-competitive programs.

"We're going to do a gold ceremony with the Earl and a couple youth events where he will meet with young people," said Mr. Ashbee, about the Earl of Wessex's hectic "working visit" to Canada.

"He's got about four days and he's going to be covering four different cities," said Mr. Ashbee, who added other events are planned for the prince's visit and he will be quite busy.

For some Canadians, a visit from the prince, no matter how short, is a positive sign for the country.

"It keeps that link going with the Royal Family. It's sort of like family who may stay quite far away, but you still have that feeling of closeness," said Sylvia Cook, the chairman of the Hamilton branch of the Monarchist League of Canada.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.

Une école doit lever son interdiction de porter des chandails à capuchon

Article mis en ligne le 5 septembre 2007 à 0:00

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

HALIFAX (PC) - La direction d'une école secondaire de Halifax a décidé de ne plus interdire en ses murs les chandails à capuchon de type "kangourou", après avoir été bombardée de plaintes. La directrice de l'école Citadel High School, Tam Fawcett, a dit que la décision avait été prise à la suite de nombreux appels de parents et d'élèves. Elle a ajouté que les "kangourous" seront permis, en autant que le capuchon ne couvre pas la tête, pour des raisons de sécurité. En effet, les couloirs de l'école sont équipés de caméras de surveillance et les capuchons pourraient servir à cacher les visages. Mercredi, les élèves qui effectuaient une visite à l'école avant son ouverture, vendredi, ont qualifié la mesure de ridicule et sans conséquence sur la sécurité.

©Tous droits réservés, nouvelles de la Presse Canadienne



**Des élèves visite l'école Citadel High School.
(CP PHOTO/Andrew Vaughan)**



Le jeudi 06 sept 2007

Des additifs alimentaires favoriseraient l'hyperactivité

[Stéphanie Bérubé](#)

La Presse

Certains additifs et colorants alimentaires augmentent l'hyperactivité chez les jeunes enfants, conclut une nouvelle étude. L'ironie de la chose: les aliments destinés aux enfants contiennent régulièrement ces additifs.

L'université britannique de Southampton présente ses conclusions dans la version en ligne de la revue médicale *The Lancet*, aujourd'hui.

«Si l'utilisation des colorants artificiels peut paraître superficielle, celle du benzoate de sodium ne l'est pas, puisqu'elle a une fonction de conservation», disent les auteurs de l'étude.

On retrouve cette forme de sodium dans les jus et dans les confitures, notamment. «Pour ce qui est des colorants, nous savions déjà que certains pouvaient avoir des effets sur l'hyperactivité», explique Joseph Arul, professeur de science et technologie des aliments à l'Université Laval.

Il y a quelques années, des chercheurs s'étaient déjà intéressés à ce lien surprenant.

La nouvelle étude précise toutefois que les données précédentes semblaient démontrer un effet chez les enfants déjà hyperactifs. Alors que cette fois, la recherche a été faite auprès de la population générale.

Des enfants de 3, 8 et 9 ans y ont participé. Ils ont consommé des boissons contenant un mélange de colorants et de benzoate de sodium. «Il faudra voir ce qui a provoqué la réaction, demande Joseph Arul. Les colorants, le sodium ou le mélange des deux.»

Ce spécialiste explique que, malgré les liens qu'on connaissait déjà entre les colorants et l'hyperactivité, les ingrédients qui sont toujours disponibles sur le marché sont considérés sécuritaires.



Le jeudi 06 sept 2007

Information nutritionnelle: la Fondation Chagnon offre 50 millions

[Stéphanie Bérubé](#)

La Presse

La complexité des étiquettes nutritionnelles et la multiplication des logos sur les aliments n'aident pas les consommateurs. Au contraire. La Fondation André et Lucie Chagnon demande aux gouvernements d'implanter un seul système, clair, pour que tout le monde s'y retrouve. Et pour inciter les gouvernements à agir, la Fondation a fait hier une promesse de 50 millions de dollars.

«C'est difficile de faire des choix quand on n'est pas suffisamment informé», a indiqué André Chagnon devant la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, qui tient ses dernières journées d'audiences à Montréal, cette semaine.

Devant les commissaires, la Fondation a plaidé que, présentement, l'information nutritionnelle n'est accessible qu'à un groupe d'initiés qui a des connaissances et du temps. Ce que la plupart des consommateurs n'ont pas.

La Fondation s'adresse aux deux ordres de gouvernement en demandant une réglementation qui s'appliquerait à la fois aux industries alimentaires et aux services de restauration rapide. À l'épicerie, il faut mettre en place un nouveau système permettant aux consommateurs de connaître d'un coup d'oeil la valeur des produits qu'ils achètent. Pour tous les mets préparés. Ottawa, qui a le contrôle sur les allégations présentées sur les emballages, devrait développer une méthode d'évaluation crédible et un moyen de communication clair, a expliqué André Chagnon.

L'exemple donné hier provient de l'Angleterre: vert pour les excellents produits, jaune pour ceux qu'il faut consommer avec modération et rouge pour ceux que l'on doit éviter. Le groupe précise: il faut que la nouvelle signalisation se trouve à l'avant d'un emballage. Il faut un logo visible, le même pour tous les produits transformés disponibles au Canada.

Aux États-Unis, la chaîne de supermarchés Hannaford a implanté un système semblable: tous les produits transformés qui se retrouvent sur les tablettes ont été évalués. Ils obtiennent une, deux ou trois étoiles, selon leur valeur nutritionnelle. Même le consommateur le moins informé s'y retrouve, facilement.

Pour les restaurants, c'est le gouvernement provincial qui peut agir. L'idée est d'informer les gens. «Combien y a-t-il de calories dans un café?» a demandé Me Michel Jolin, l'expert en droit à l'information de la Fondation. La réponse varie entre 0 et 3 calories, selon l'école de pensée. «Maintenant combien y en a-t-il dans un café spécial chez Starbucks?», a-t-il rajouté. La démonstration était simple: dans un «Frappuccino au Mocka» de la multinationale américaine, il y a 380 calories, ce que plusieurs clients ignorent. L'information est disponible sur le site internet de Starbucks, mais la Fondation voudrait qu'elle le soit au moment où le client passe sa commande.

La Fondation Chagnon s'engage à soutenir une initiative gouvernementale, qu'elle vienne d'Ottawa ou de Québec: 50 millions sur 10 ans pour appuyer une

réglementation sur l'information alimentaire.

«Les gens auront confiance si ça vient du gouvernement», a indiqué André Chagnon. La Fondation fait déjà équipe avec le gouvernement québécois dans le Fonds pour les saines habitudes de vie. Elle doit y verser 200 millions de dollars en 10 ans.



Le mercredi 05 sept 2007

Non à la publicité destinée aux enfants

[Stéphanie Bérubé](#)

La Presse

Les liens entre la publicité faite aux enfants et leur comportement alimentaire ayant déjà été démontrés, la Coalition québécoise sur la problématique du poids passe à l'action. Les multinationales de l'alimentation doivent immédiatement cesser de faire de la publicité directement aux enfants, demande le groupe. Sur fond d'épidémie d'obésité, le temps presse.

«Nous leur disons de ne pas utiliser de subterfuges pour contourner la loi», explique Martine Painchaud, porte-parole de la Coalition, un groupe indépendant qui compte une cinquantaine de partenaires, publics et privés.

Au Québec, la Loi sur la protection du consommateur interdit déjà la publicité destinée aux enfants de moins de 13 ans. Or, plaide la Coalition, cette loi date de 1971. Les temps ont changé et les méthodes des publicitaires aussi. Aujourd'hui, la publicité arrive sous forme de messagerie-texte, de courriels, de jeux.

Des astuces

«L'industrie agroalimentaire bombarde le monde des jeunes de produits dérivés de partenariats de grandes marques, de jouets gratuits à collectionner souvent en lien avec des films ou émissions de télévision destinées aux enfants», donne-t-on en exemple dans le mémoire déposé hier matin à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois qui débutait ses audiences montréalaises.

La Coalition s'appuie sur de nombreuses études, dont cette récente recherche britannique qui conclut que des enfants à qui l'on présente des publicités télévisées mangent plus, et choisissent des aliments plus gras, lorsque leur émission est terminée. Particulièrement si les enfants ont déjà un problème de poids. Or, des problèmes, il n'en manque pas.

Une tendance inquiétante

«Si la tendance se maintient chez les jeunes, le Canada et le Québec auront tôt fait de rejoindre les États-Unis au chapitre de l'obésité puisque le taux combiné d'embonpoint et d'obésité des jeunes Canadiens (26%) est pratiquement identique à celui des jeunes Américains (27%)», précise le mémoire de la Coalition.

Contrairement à d'autres groupes qui se sont présentés à la Commission, la Coalition ne formule pas une foule de recommandations. Seulement deux, précises. D'abord que l'industrie agroalimentaire respecte la loi et son esprit, donc stoppe toute forme de publicité destinée aux enfants. Ensuite que l'Office de la protection des consommateurs (OPC) fasse respecter cette loi et ait les moyens pour le faire.

L'OPC a déposé 30 chefs d'accusation contre Saputo en début d'année après que la compagnie eut envoyé du matériel promotionnel dans des garderies pour vanter Igor, son petit gâteau en forme de gorille. C'est bien, mais c'était la première fois depuis 27

ans que l'OPC déposait des accusations, dit Martine Painchaud. «L'OPC manque de moyens, dit-elle. Il faut lui en donner.»

Frank McKenna . Back to school, Canada

Canadians have surprisingly low literacy skills compared to other modern countries -- that's because no one is really taking charge

Frank McKenna

Citizen Special

Thursday, September 06, 2007

There is a prevailing view that Canada is a literate nation, with individuals fully capable of participating in the modern economy. Evidence suggests otherwise. An alarming number of citizens are unable to comprehend, compute and communicate at a level deemed necessary for a knowledgeable worker.

Almost four in 10 youths at age 15 have insufficient reading skills; while more than two in 10 university graduates, almost five in 10 Canadian adults and six in 10 immigrants have inadequate levels of proficiency in English or French.

Moreover, discrepancies exist across regions, and gender and socio-economic lines. Divides are also present between rural and urban residents, as well as between Canadian-born individuals and new arrivals.

These outcomes pose a serious threat to our competitive standing in the global marketplace.

Poor literacy rates have contributed to our anemic productivity levels. Out of 23 major industrialized nations, Canada's international productivity standing has slid from third to 16th position in recent years. From an annual trend rate of two per cent productivity growth in the 1990s, the business sector has only been able to eke out an average annual increase of one per cent between 2002 and 2006.

Reversing this dismal trend will require a more skilled work force, which is tied to both education and literacy -- as each is known to reinforce the other. Moreover, boosting productivity will lift the standard of living of all Canadians.

A Statistics Canada study has found that a one-per-cent increase in literacy relative to other countries produces a 2.5-per-cent increase in the level of labour productivity. That would mean a boost in national income by \$32 billion for every one-per-cent increase in literacy scores.

Addressing our literacy challenge has as much to do with remaining relevant in the global economy as with deriving rewards from it. Canada has experienced a steady



CREDIT: Chris Mikula, The Ottawa Citizen
Frank McKenna, then Canada's ambassador to the United States, poses with champion Ottawa speller Jennifer Hurd at the Canadian Embassy. Not enough Canadians have the literacy and analytical skills they need to succeed in the modern economy, McKenna writes.

shift toward a services-based economy, which now represents 70 per cent of GDP. Within services, the strongest growth comes from employers that require high skills - such as information and communication technologies, health care and public administration. Higher literacy rates are needed to further facilitate these changes and reduce the economic and social costs borne by workers displaced in this new environment. And the demands for higher literacy skills will only increase in the future.

The benefits also extend well beyond the overall economy. As discussed in a recent TD report on literacy (www.td.com/community/literacy_matters_report.jsp), raising the performance of those with inadequate literacy could create thousands of jobs, significantly lower unemployment, and materially boost personal incomes. To illustrate, the average Canadian with strong literacy skills, as based on benchmark international literacy surveys, has income twice that of individuals with poor literacy abilities. They are also less likely to become unemployed, experience shorter durations of unemployment, and are more likely to be successful in developing new skills. In other words, higher literacy unlocks potential.

These are compelling reasons why policy makers should treat literacy outcomes as a national priority.

Strategies to improve literacy must emphasize youth programs, particularly in the earliest development stages and among youths from disadvantaged backgrounds. The rationale is straightforward: the benefits accrue over a longer time span than for adults. Moreover, literacy appears to be a virtuous circle in skill development. Higher literacy promotes greater education that, in turn, lifts literacy further and helps to develop skills. This self-reinforcing cycle leads to greater returns over time.

Yet one needs to be careful about basing policy on cost-benefit analysis alone. We do not truly know the impact of one dollar invested in child/youth literacy relative to one dollar in adult literacy. Further research is needed in this area. Moreover, the cost-benefit approach does not capture the societal gains. How does one measure the increased community participation of adults with greater literacy skills? What is the dollar value on a higher quality of life and greater independence for older Canadians?

Both the provinces and the federal government have been heavily involved in literacy initiatives in recent years -- and this is most welcome. However, there is little evidence of any improvement in literacy levels over that time, which suggests that the current approach is not working.

It may be that meaningful progress is impeded by lack of co-ordination. For instance, youth literacy falls largely under the umbrella of education, a provincial responsibility, but immigration is a federal concern. There is overlap too in adult literacy. At the federal level, Human Resources and Social Development Canada runs the Office of Literacy and Essential Skills. Indian and Northern Affairs Canada, Canadian Heritage, and Citizenship and Immigration Canada also run literacy-promoting activities. Meanwhile, the provinces have their own adult literacy initiatives through a variety of programs, often tied to education.

This situation might be remedied if the federal government takes responsibility for setting national literacy standards through a centre of excellence that collects best practices and acts as a repository of research and analysis. Meanwhile, the provincial governments could become explicitly responsible for program delivery. Both levels of government would need to provide financing for the initiatives.

The private sector must also play a role, given how much it has to gain from improved outcomes. Many businesses already provide substantial training programs, but they tend to be focused on specific skill sets. Companies should think about offering employees the opportunity to develop language skills and more basic abilities that could reinforce or bolster their literacy. This can be done in-house or through

employer-sponsored training. Businesses can also support literacy initiatives through their charitable giving activities. TD, for instance, invests more than \$1.5 million in child literacy each year.

International Literacy Day, which takes place every Sept. 8, encourages people worldwide to recognize the importance of this critical skill set. This should also be a time of reflection for Canadians. Our future well-being requires higher literacy levels. We must make this a national priority, with both public policies and business initiatives that derive the greatest long-term gains.

Frank McKenna is a former premier of New Brunswick and a former Canadian ambassador to the United States. He is the deputy chairman of TD Bank Financial Group.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Le jeudi 06 sept 2007

Le Pavillon Desmarais ouvre ses portes

Le Droit

Construit dans les délais, et à l'intérieur des limites du budget de 80 millions \$, le nouveau Pavillon Desmarais de l'Université d'Ottawa, accueille officiellement ce matin ses premiers étudiants.

« C'est un édifice important pour nous. C'est le nouveau visage, la nouvelle porte d'entrée, que l'Université d'Ottawa présente au centre-ville », a indiqué hier, Claudio Brun del Re, architecte principal de l'université, lors d'une visite du pavillon.

Ce nouvel édifice permettra surtout d'accueillir les étudiants, dont le nombre ne cesse de croître, a-t-il ajouté.

Situé à l'extrémité ouest du campus, et conçu par Moriyama & Teshima, la firme d'architectes derrière le Musée canadien de la guerre, le pavillon de 12 étages comprend des amphithéâtres modernes, un réseau Internet sans fil, des bureaux de l'École de gestion et de la Faculté des sciences sociales, des salles de rencontre, ainsi qu'un stationnement sous-terrain de deux étages.

Des étudiants rencontrés hier par Le Droit ont dit aimer le nouveau pavillon. « Je trouve que c'est beau. Il y a beaucoup de lumière. Les plafonds sont hauts et c'est bien aéré », a dit Sophie Marcotte, étudiante de troisième année en sciences politiques.

Avec sa forme triangulaire, sa façade courbée, le pavillon a été érigé sur l'ancien stationnement à l'angle de l'avenue Laurier et des rues Nicholas et Waller, des rues très achalandées — tous des défis avec lesquels les architectes ont dû composer, a souligné M. Brun del Re.

L'édifice est conçu pour profiter au maximum de la lumière naturelle, avec de larges corridors principaux. Des travaux sont toujours en cours à certains endroits, mais l'université affirme que le pavillon sera prêt pour son inauguration officielle, le 30 octobre, lors d'une cérémonie en présence de Paul G. Desmarais père.

L'homme d'affaires derrière Power Corporation, ainsi que plusieurs membres de sa famille, sont des anciens de l'Université d'Ottawa.

Le Pavillon Desmarais abrite l'École de gestion Telfer. L'école porte le nom de l'homme d'affaires de Vancouver, Ian Telfer, un diplômé de l'Université d'Ottawa qui a accordé, en mai dernier, un don de 25 millions \$ à son alma mater.

L'Université d'Ottawa prévoit plusieurs autres travaux d'expansion et de rénovation sur le campus. La direction a annoncé, en février dernier, des travaux de 150 millions \$, qui s'échelonnent sur trois ans et serviront notamment à rénover les pavillons Vanier, Fauteux, Tabaret et l'édifice Laurier.



Thursday » September
6 » 2007

Carleton doors still unlocked after sex assault on student

William Lin

The Ottawa Citizen

Thursday, September 06, 2007

Four days after a student was sexually assaulted at Carleton University, several doors of campus buildings -- including the building in which the attack occurred -- were found unlocked after midnight.

University officials have said the Steacie Building, where the 23-year-old woman was attacked, and many other campus buildings are locked after hours.

But at about 1:45 a.m. yesterday, a Citizen reporter found the Steacie Building's main entrance off Campus Avenue unlocked.

And although many ground-level doors were locked, some buildings could be accessed through the university's maze of underground tunnels.

"University (security) locks buildings on a rotating schedule as part of an ongoing, round-the-clock patrol," Carleton University spokeswoman Tanya Pobuda wrote in an e-mail response to questions.

"Some buildings need to be open later than others to provide students access to labs to allow them (to) complete research, study and complete assignments," Ms. Pobuda said.

The university's buildings are connected by more than five kilometres of concrete underground tunnels, serving as welcome transit routes for students during the winter.

The university said some of the tunnel entrances are left unlocked to ensure unimpeded access in case of emergency.

"This is to ensure fire safety, enable emergency evacuation and ensure personal safety, ensuring there is a means to exit our tunnels," Ms. Pobuda said.

The tunnels are equipped with emergency phones and are patrolled by university safety officials, she added. But there are no security cameras in the tunnels, according to Ms. Pobuda.

The university will not disclose the number or locations of security cameras.

Ms. Pobuda said safety patrols have tripled since the Sept. 1 assault, and will be in effect 24 hours a day, seven days a week.

On an early-morning check, the Citizen found the Architecture Building's doors were locked, while the underground tunnels, which can be entered by students, led to an unlocked door into the building.

Architecture students frequently make overnight stays in the building while working on projects.

Further south on the campus and bordering the Rideau River is the Herzberg Building, containing science labs and study rooms.

The Citizen check found the ground-floor doors were locked, but the building could be entered through an unlocked tunnel door.

The Steacie Building's tunnel entrance was locked.

The campus was brimming with Orientation Week activity in the early-morning hours. First-year students cheered and hollered around campus -- some kicking around balls -- as they took part in the events.

At the campus pub, Oliver's, the thump-thump of a Britney Spears song emanated and the bar's bouncers checked students with a detector.

Outside, security staff walked the campus roadways and security cars circled the property.

Once classes begin, it is not unusual for students to walk through the 63-hectare campus well after midnight.

Students work at computer labs, sleep overnight in student-run offices and spend time lounging or dancing at Carleton's pubs.

On Sept. 1, a woman was working in a chemistry lab on the Steacie Building's third floor when a man entered the room and attacked her, police said.

The man, described by police as white, bald and in his 20s, tied her hands behind her back and knocked her unconscious. He then sexually assaulted her. He cleaned her with a wet cloth and stole several of her personal items before fleeing.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Thursday » September
6 » 2007

Carleton strike talks resume today

First day tests motorists' patience

Sarah Boesveld

The Ottawa Citizen

Thursday, September 06, 2007

Motorists entering and leaving Carleton University had their patience tested yesterday by striking support workers who were picketing entrances.

While police and campus security responded to some safety issues, those entering the campus were mostly supportive. Many stopped to listen to Canadian Union of Public Employees (CUPE) Local 2424 members explain their position.

CUPE and Carleton continued to negotiate past the midnight deadline Tuesday over improvements to health benefits, wage rates and leave.

Early yesterday morning, Carleton proposed a three-year agreement with a three-per-cent wage increase each year.

Talks will continue today.

Union members have waited for these negotiations since the collective agreement expired in June, said Liz Stuart, staff representative for Local 2424.

"We were ready to bargain all summer, multiple days, all long weekends -- but no, they didn't want to," she said. "They leave it down to the wire."

Stephen Greene, chief negotiator for the university, described yesterday's offer as "fair and competitive."

"We encourage the union to reconsider their position on it," he said, adding Carleton can't offer more and if it did, funding for student services would have to be cut. "We're not willing to do that," he said.

As negotiations wore on, orientation and sports events were run by management and non-unionized staff. Security is fully staffed and is not affected by the strike, said Mr. Greene.

Students and other campus unions joined the striking workers on the picket line.

Carleton University Students' Association (CUSA) president Shelley Melanson compared the increased tuition fees students face to the support staff's plight over collective bargaining.

Ms. Melanson called the university's refusal to negotiate on health benefits and wage rates "exploitative."

Ms. Melanson was also angry that students will keep paying for withheld or slower services while the strike continues.

Students munching on hot dogs and hamburgers at an orientation picnic on campus said they were a little annoyed with the delays at the gates.

First-year math student Jenelle Michielsen said the picket line made her late.

"Getting on to campus was a nightmare," she said.

Despite the strike and delays at the picket lines, Mr. Greene said students should expect "business as usual" as classes start today.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.

Carleton video of 'little use'

Police spot possible suspect, but image too grainy, chief says

Andrew Seymour

The Ottawa Citizen

Thursday, September 06, 2007

Ottawa police Chief Vernon White said the suspect in a sex attack at Carleton University may have been caught on tape, but the quality of video is so "atrocious" it is of "little use" in helping to identify him.

"We have a person that we believe may be the person, but (the video is) beyond poor," said Chief White yesterday, describing an "extremely grainy" video taken from one of the university's parking lots around the time of the sex assault early Saturday morning that left a 23-year-old student in hospital.

There were no cameras in the building where the sex assault occurred.

"We see somebody moving, and that's it. We don't have enough even to do any type of identifier," he said, adding the shot of the suspect was taken from too far away to assist investigators. "I won't say useless, because it gives us a time. It's not of no use, but it's of little use for identifying the person," said Chief White.

Police would not release the video yesterday, saying officers are continuing to work with it and hope it could still have value as evidence.

Although he couldn't comment on the quality of video surveillance throughout the Carleton campus, Chief White said he was surprised a university that size would not have a better quality recording given recent high-profile shootings and other incidents at Canadian and U.S. schools.

"We don't have certainly the videotape footage that we would see (in) a lot of our other crimes in the city presently. In a mall or elsewhere we have some really good footage."

"Almost daily, we'll see something from a theft, a robbery, et cetera," he said.

"If you are going to have it, have good stuff," said Chief White. "If we had great video footage of a suspect we might already have somebody in jail."

Yesterday, Carleton officials would not comment on specific security measures at the university.



CREDIT:
Chief Vernon White

"We at Carleton University are extremely confident in the safety infrastructure in place at Carleton, of which our security cameras are a part," said Feridun Hamdullahpur, provost and interim vice-president (academic), in an e-mailed statement. "As you can imagine, this is an ongoing and highly sensitive criminal investigation. We can't discuss any of the materials that have been turned over to police during an active criminal investigation."

However, in an interview with the Citizen earlier this week, director of university safety Len Boudreault said the university is in the process of introducing a new software system for their security cameras.

Mr. Boudreault said the university currently has a "greater focus" on external cameras, but that is changing to include more interior cameras.

"We have a program that we're introducing now that will allow our software to take on as many as 100 more internal cameras," said Mr. Boudreault, who did not say how many cameras the Carleton campus currently has or comment on the quality of the recordings.

"The cameras already exist and are already recording, but they're not recording and transmitting to our office and that's what this software will do. And that's been in the process for about four months now," he said.

The state of Carleton's video system appears to differ greatly from the University of Ottawa, which has more than 600 cameras that digitally record images to a computer network.

The University of Ottawa's director of protection services, Claude Giroux, said some of the cameras are capable of automatically focusing on the university's 70 emergency phones when the call button is pushed.

Mr. Giroux said the "high quality" images taken from the University of Ottawa's system had been used successfully during police investigations.

Without a quality video recording, Chief White said police are relying on the public to provide them with as much information as possible about the suspect.

"I think it comes down to the public now helping us," he said.

Chief White said detectives have been "doing work with the victim," but are not yet in a position to release a composite sketch of the suspect.

"The beating to the victim was extreme. So when you're working with a victim like that you want to make sure that you also consider the medical, physical and emotional trauma that's been put against that person," said Chief White. "So I think when we are at that stage, it will be done, but I'm not convinced that we're at that stage yet. We're still trying to work our way through some of those other issues."

The victim was working in a chemistry lab on the third floor of the Steacie Building early Saturday morning when a man walked into the room and attacked her, tying her hands behind her back. He knocked the 23-year-old woman unconscious, removed her clothing and sexually assaulted her. He then cleaned her with a wet cloth, and stole her jeans, cellphone, a running shoe and underwear.

The woman remains in stable condition in hospital recovering from a broken jaw, dislocated shoulder and facial injuries. Police have not determined if the suspect is or was a Carleton student, Chief White said.

The suspect is described as an English-speaking, broad-shouldered, bald white man in his 20s. He's about five-foot-eight or five-foot-nine, clean-shaven, and was wearing jeans, running shoes and a blue hooded sweatshirt with small white lettering on the chest. He had been drinking and was carrying a plastic bag from Macy's.

Chief White said the department has received numerous tips from the public, including several from psychics claiming to have information that could help.

Chief White said police have not resorted to psychic readings as of yet, but are following up their tips all the same.

"There is no tip that is not a good tip," said Chief White. "You have to follow up every tip."

Anyone with information is asked to call Ottawa police at 613-236-1222, ext. 5944 or Crime Stoppers at 613-233-TIPS. Police also said if anyone finds any of the items stolen from the victim, they should call instead of touching them, or bringing them to police.

aseymour@thecitizen.canwest.com

Online: Editor's Picks

'If we had great video ... we might already have somebody in jail'

Listen in as Chief Vernon White speaks with the Citizen editorial board.

[ottawacitizen.com /features/editorialboard](http://ottawacitizen.com/features/editorialboard)

ottawacitizen.com

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.